Jean-Claude Maire Vigueur, *Signorie cittadine nell'italia comunale*, et Paolo Grillo, *Milano Guelfa (1302-1310)*

Marco Conti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/essais/5478>

DOI : 10.4000/essais.5478

ISSN : 2276-0970

Éditeur

École doctorale Montaigne Humanités

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2016

Pagination : 204-207

ISBN : 978-2-9544269-7-6

ISSN : 2417-4211

Référence électronique

Marco Conti, « Jean-Claude Maire Vigueur, *Signorie cittadine nell'italia comunale*, et Paolo Grillo, *Milano Guelfa (1302-1310)* », *Essais* [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 28 octobre 2020, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/essais/5478> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/essais.5478>

Comptes rendus

Jean-Claude Maire Vigueur (éd.), *Signorie cittadine nell'Italia comunale*, Rome, Viella, 2013 ; **Paolo Grillo**, *Milano Guelfa (1302-1310)*, Rome, Viella, 2013.

La maison d'édition italienne Viella a mis en place, depuis deux ans, une collection du nom d'*Italia Comunale e signorile* dirigée par Jean-Claude Maire Vigueur et Andrea Zorzi. Cette collection comprend actuellement 6 volumes¹. Les deux premiers ouvrages de celle-ci, *Signorie cittadine nell'Italia comunale* et *Milano Guelfa (1302-1310)* seront analysés dans cette étude afin d'en présenter un bref compte rendu et de les mettre en relation avec la nouvelle directrice de recherche. À la base de ces travaux, il y a un projet PRIN (*Programmi di Ricerca di Interesse Nazionale*), commencé en 2010 sur une idée de A. Zorzi, qui s'est fixé pour but de répertorier l'intégralité des seigneuries italiennes. Le RESCI (*Repertorio delle signorie cittadine italiane*) se présente sous la forme d'une base de données exhaustive de toutes les formes de gouvernements de caractère personnel de l'Italie communale depuis le XIII^e siècle. Cet instrument comprend trois types de fiches : une personnelle sur les seigneurs ; une autre sur les familles des seigneurs ; et une dernière sur les villes qui ont connu des expériences de gouvernement seigneurial².

Le premier ouvrage *Signorie cittadine nell'Italia comunale* est dirigé par J.-C. Maire Vigueur, qui enseigne à l'Università degli Studi di Roma Tre. L'ouvrage est composé de 645 pages partagées en trois sections. Les articles

1 *Signorie cittadine nell'Italia comunale*, J.-C. Maire Vigueur (éd.), Rome, 2013 ; P. Grillo, *Milano guelfa (1302-1310)*, Rome, 2013 ; *Le signorie cittadine in Toscana. Esperienze di potere e forme di governo personale (secoli XIII-XV)*, A. Zorzi (éd.), Rome 2013 ; *Signorie italiane e modelli monarchici (secoli XIII-XV)*, P. Grillo (éd.), Rome, 2013 ; *Tiranni e tirannide nel Trecento italiano*, A. Zorzi (éd.), Rome, 2013 ; *Cittadinanza e mestieri. Radicamento urbano e integrazione nelle città bassomedievali (secc. XIII-XVI)*, B. Del Bo (éd.), Rome, 2014.

2 Bientôt, l'intégralité de la base de données sera disponible à l'adresse www.italiacomunale.org (site internet actuellement en construction 05/02/2015)

présents prennent en examen toutes les formes de gouvernements personnels dans l'Italie communale du XIII^e siècle jusqu'à la première moitié du XV^e siècle. Cette approche est très importante car elle ne souhaite pas limiter les analyses aux seuls régimes traditionnellement appelés seigneuries citadines. Après l'introduction de Maire Viguer, la première partie de l'ouvrage a pour but de donner au lecteur une image d'ensemble sur le phénomène des seigneuries en Italie centre-septentrionale³. Pour chaque zone géographique a été pris en compte le plus grand nombre possible de cas, afin de procéder à une confrontation systématique des différentes formes de gouvernement, pour comprendre les raisons du passage à des pouvoirs centrés sur un pouvoir personnel.

La deuxième partie de l'ouvrage veut mettre en lumière les différents visages des seigneuries, pour bien faire la distinction entre plusieurs profils de seigneurs (seigneur-banquier, le seigneur-*condottiere*, le seigneur-évêque, etc.)⁴, et analyser les différentes modalités d'affirmation de cette forme de gouvernement personnel.

La troisième et dernière partie mettront en évidence les changements des systèmes politiques, et leur rapport avec la société⁵. Il est important de contextualiser comment ces nouveautés sont élaborées et métabolisées pour chaque commune différente, avec la création de nouvelles magistratures, en limitant les pouvoirs des conseils citadins, le contrôle du territoire, etc. Ainsi, nous pourrions mettre à jour les dynamiques des rapports entre les différentes forces politiques et sociales. L'ouvrage se termine sur les conclusions de E. Crouzet-Pavan.

Un volume qui réussit dans son intention, avec cette importante réflexion collective, à rénover la vieille théorie qui voulait une forte contraposition entre commune et seigneurie, la seigneurie étant le résultat de la crise politique du pouvoir communal. La modification des institutions communales ou la

3 Partie composée de quatre contributions : P. Grillo, *Signori, signorie ed esperienze di potere personale nell'Italia nord-occidentale (1250-1396)* ; G. M. Varanini, *Esperienze di governo personale nelle città dell'Italia nord-orientale (secoli XIII-XIV)* ; A. Zorzi, *La diffusione delle forme di governo personale e signorile in Toscana* ; J.-C. Maire Viguer, *Comuni e signorie nelle province dello Stato della Chiesa*.

4 Partie composée de sept articles : R. Rao, *Le signorie di Popolo* ; T. Perani, *I signori capifazione* ; T. Di Carpegna Falconieri, *Signori venuti dal territorio* ; A. Barbero, *I signori condottieri* ; B. Del Bo, *I signori banchieri: premesse economiche-politiche e metamorfosi sociale* ; F. Negro, *I signori vescovi: note sul senso di una categoria* ; A. Poloni, *Forme di leadership e progetti di affermazione personale nei maggiori comuni di Popolo*.

5 Contributions de la troisième partie : G. Francesconi, *I signori, quale potere? Tempi e forme di un'esperienza politica "costituzionale" e "rivoluzionaria"* ; M. T. Caciorgna, *Alterazioni e continuità delle istituzioni comunali in ambito signorile* ; L. Tanzini, *Signori e consigli* ; S. Diacciati, *La creazione di nuove magistrature* ; P. Merati, *Elementi distintivi della documentazione signorile* ; D. Cazian, *Condivisione de potere, modalità di successione e processo di danastizzazione* ; G. Taddei, *Le forme di governo personale e signorile sulla città e sui territori sottoposti* ; F. Cengarle, *A proposito di legittimazioni: spunti lombardi* ; V. Loré, *Dissenso e contestazione* ; F. Pirani, *Il papato e i signori cittadini nell'Italia del Trecento*.

création de nouvelles était très évidente, notamment dans les seigneuries de *popolo*, c'est-à-dire dans le cas où le seigneur était imposé par l'autorité populaire, et maintenait son pouvoir seulement dans le cas où il conduisait une politique en adéquation avec l'hégémonie populaire. L'Italie est l'exemple d'un extraordinaire laboratoire d'expériences politiques, un vrai kaléidoscope de nouvelles techniques de gouvernement et de changements de la participation à la vie politique citadine. Cet ouvrage est le premier à avoir affronté de manière systématique l'histoire des seigneuries. Restent encore des questionnements à soulever, afin de pouvoir comprendre la politique menée dans plusieurs secteurs, notamment dans celui de la fiscalité et de la gestion de l'argent public.

L'ouvrage, *Milano Guelfa (1302-1310)*, est constitué de 267 pages et rédigé par Paolo Grillo, professeur d'histoire médiévale à l'Università degli Studi di Milano. Il s'intéresse à l'histoire sociale, institutionnelle, militaire et religieuse de l'Italie du XII^e-XIV^e siècle. Cet ouvrage analyse la vie politique, institutionnelle et sociale de Milan de juin 1302 à janvier 1311. Durant cette période, la partie des gibelins, dirigée par Matteo Visconti et ses pairs, a été exclue du pouvoir au bénéfice de la faction des Della Torre, lesquels décideront dans un premier temps de ne pas prendre le pouvoir formellement. Milan fera partie de la coalition des guelfes radicaux, comptant à leur tête les "guelfes noirs" florentins. Milan, durant cette brève période, proposera une aptitude politique plutôt novatrice. Le *popolo*, après la révolte des Visconti, conduira une politique dans le but d'insérer Milan de manière stable, dans les réseaux des guelfes sur la péninsule italienne. Cette nouvelle politique apportera de grands bénéfices au plan économique. Milan bénéficiera des grands capitaux des marchands Toscans, de même que d'un grand marché économique grâce à ses bons rapports avec Gênes. En revanche, les rapports seront plus difficiles avec Venise. Dans le même temps, l'activité productive sera augmentée sur ce territoire. Cette période très féconde touchera à sa fin, lorsque Guido Della Torre force les institutions communales, devenant *capitano del popolo* en 1307. L'équilibre est désormais compromis, et quand l'empereur Henri VII descendra en Italie, les milanais, exaspérés par ces dernières années de domination des Della Torre, lui ouvriront le port de la ville, permettant ainsi le retour des Visconti. Au même moment échouera le projet de créer une Italie guelfe, basé sur l'alliance entre Naples, Florence, Milan et Padoue. Paolo Grillo a réussi à mener une grande opération de recherches grâce à une quantité de sources très limitées mises à sa disposition. Malheureusement, cette perte n'a pas permis à l'auteur d'enquêter sur les détails dans sa sphère de recherche, mais il aura malgré cela pu brosser un important portrait de Milan au début du XIV^e siècle, période clé de transformation politique pour de nombreuses villes italiennes. Cet ouvrage propose un regard éclairé au plan local et national, et présente l'avantage d'interpréter l'histoire de Milan, en n'oubliant jamais les mécanismes de coordination politique « intercitadine », qui a eu d'importantes influences sur la ville.

Ces deux ouvrages ont donc pour intention de dépasser l'opposition entre commune et seigneurie, dans le sens où la seigneurie est née de la crise des institutions communales. Ils surpassent le paradigme tant logique que chronologique du passage séquentiel de la commune à la seigneurie. Cette nouvelle prospective d'études veut être plus attentive aux processus du gouvernement et à son arrière-pays idéologique, lesquels ont rendu possible la mise en évidence de la « nature contractuelle » de nombreuses seigneuries. La seigneurie ne se présente plus comme une alternative radicale à un système communal, mais plutôt comme une solution temporaire. L'histoire des seigneuries, grâce à ces travaux, n'est plus une période de transition entre communes et états régionaux.

Marco Conti

ED 483 ScSo (CIHAM)

Université Lumière Lyon 2

Marco.Conti@unilyon2.fr

Marion Carrel, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. ENS éditions, 2013, 270 p.

L'enjeu de la participation en politique fait partie des impératifs nouveaux tant pour les élus que pour les administrations tandis qu'elle devient une exigence démocratique des citoyens de plus en plus importante. La participation aux politiques publiques semble ainsi faire consensus et faire d'ailleurs aujourd'hui l'objet de nombreuses publications scientifiques. Celle-ci s'en distingue par l'utilisation d'une pluralité d'approches, entre analyse des politiques publiques, démarche d'enquête ethnographique et pragmatisme inspiré de John Dewey.

Au-delà de l'actualité du sujet, cette problématique s'inscrit dans d'anciens courants de pensée de philosophie politique autour de la place de la discursivité dans l'espace politique. Les dialogues socratiques s'appuyant sur l'art de la maïeutique évoquaient déjà cette nécessité du discours et du dialogue dans la construction de l'opinion publique. C'est également, plus proche de nous, la notion de « *pouvoir communicationnel* » développée par Habermas qui établit les bases de l'impératif délibératif.

À partir de l'enjeu des politiques de la ville, cet ouvrage appuie d'ailleurs sur la distinction théorique et surtout pratique entre la participation et la délibération des habitants. L'auteure évoque ainsi la construction des dispositifs d'implication citoyenne sous le jour du dialogue plutôt que de celui de la participation aux politiques publiques en tant que telle, s'inscrivant essentiellement dans le cadre de la démocratie représentative. Celle-ci peut toute-